



## Les 20 propositions du rapport de MM. Pauget et Constans sur l'avenir des moyens de paiement en France

Le rapport sur « L'avenir des moyens de paiement en France » commandé en mars 2011 par le ministère de l'économie vient d'être publié. Ce rapport émet vingt propositions articulées autour de six axes afin de faire face aux évolutions des moyens de paiement (cartes, espèces, chèques et prélèvements) :

- faciliter les paiements sécurisés en ligne ;
- développer des moyens de paiement en face à face modernes, notamment par carte ;
- accélérer et accompagner la réduction du rôle des chèques ;
- encourager les modèles économiques performants, ouverts et concurrentiels ;
- mobiliser la sphère publique ;
- définir et réaliser une ambition nationale.

Le rapport est disponible sur : [http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/telechar/autres/rapport\\_avenir\\_moyens\\_paiement.pdf](http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/telechar/autres/rapport_avenir_moyens_paiement.pdf)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### BCE

Mario Draghi, président de la BCE, a souligné le 25 avril 2012 devant la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen la nécessité d'un pacte de croissance.

### Actualité européenne

#### 1 – Système bancaire parallèle (« Shadow banking »)

Michel Barnier, commissaire européen chargé du Marché intérieur et des Services a tenu une conférence de presse le 27 avril 2012 afin de faire un premier point sur ce dossier.

Rappelons qu'après l'adoption d'un Livre vert, la Commission européenne a lancé le 19 mars 2012 une consultation publique auprès des parties intéressées pour définir de manière plus précise ce système d'intermédiation de crédit qui agit parallèlement au système bancaire classique, évaluer la réglementation existante et déterminer les mesures qui pourraient être adoptées. Cette démarche s'inscrit à la fois dans le cadre des travaux menés par le Conseil de stabilité financière, groupe informel créé par le G20 chargé d'élaborer des recommandations relatives à la surveillance et à la réglementation de ces activités, et des réformes entreprises par l'Union européenne dans le secteur financier et le secteur bancaire.

Le livre vert est consultable sur : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/bank/docs/shadow/green-paper\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/internal_market/bank/docs/shadow/green-paper_fr.pdf)

#### 2 – Lutte contre le blanchiment d'argent

Faisant suite à l'adoption par le GAFI (Groupe d'action financière) de nouvelles normes internationales révisées, la Commission européenne a adopté le 11 avril 2012 un rapport au Parlement européen et au Conseil sur l'application de la troisième directive anti-blanchiment. La Commission présentera à l'automne une quatrième directive anti-blanchiment.

Le rapport provisoire est consultable sur : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/company/financial-crime/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/company/financial-crime/index_fr.htm)

#### 3 – Commission spéciale sur le crime organisé, la corruption et le blanchiment

Lors de sa première réunion, la commission parlementaire spéciale chargée d'enquêter sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment dans l'Union européenne a élu sa présidente, les 4 vice-présidents et son rapporteur. Cette commission dispose d'un mandat d'un an renouvelable une fois pour évaluer l'impact du crime organisé sur l'économie et sur la société de l'UE et faire des recommandations pour lutter contre ces menaces.

### FATF-GAFI

En marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, les ministres des pays membres du GAFI ont renouvelé le mandat du Groupe pour huit ans (2012-2020) afin de continuer à protéger l'intégrité du système financier international.

### Commissions interbancaires sur prélèvements

Dans le cadre d'une procédure menée par l'Autorité de la concurrence, les banques parties prenantes à la procédure et la Fédération bancaire française se sont engagées à réduire de moitié au 1<sup>er</sup> octobre 2012, puis de supprimer le 1<sup>er</sup> février 2014, les principales commissions interbancaires appliquées aux prélèvements, TIP et autres moyens de paiements scripturaux.

### AMF

L'Autorité des marchés financiers (AMF) a lancé début avril 2012 un Observatoire de l'épargne destiné notamment à constituer une base de données sur les comportements et préoccupations des investisseurs, sur les pratiques de commercialisation des produits financiers, assurer une veille sur les évolutions et tendances de ce marché. L'AMF a publié à cette occasion le premier numéro de sa lettre trimestrielle d'information.

Cette lettre est disponible sur [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)

### Régions ultrapériphériques (RUP)

Le Parlement européen a adopté le 18 avril 2012 une résolution sur le rôle de la politique de cohésion dans le développement des RUP de l'Union européenne dans le contexte de la stratégie Europe 2020.

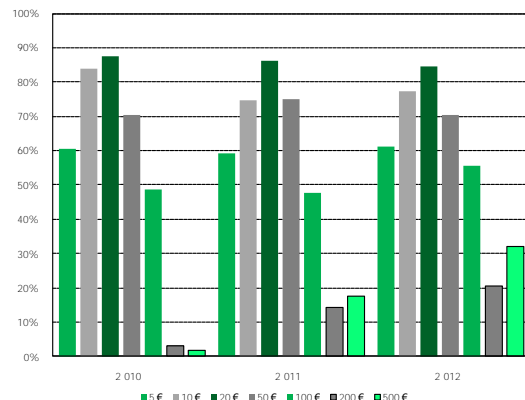
# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Emission monétaire

L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte, et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les billets qui ont cours dans la zone euro. Sur le début de l'année 2012 (de janvier à avril), la quantité de coupures de 10 € mise en circulation<sup>1</sup> a augmenté de 28,7 % par rapport à la même période l'année dernière. De même, la quantité de billets de 50 euros mise en circulation s'est accrue de 32,6 %. Ces progressions peuvent s'expliquer en partie par les évolutions du mode de fonctionnement des banques concernant l'approvisionnement de leurs distributeurs. Parallèlement, la mise en circulation de grosses coupures, déjà relativement peu importante, a fortement diminué, suivant la tendance de long terme engagée depuis plusieurs années (-42,2 % pour les coupures de 500 €, -5,3 % pour celles de 200 €, et -4,2 % pour celles de 100 €).

Le taux de retour<sup>2</sup> des coupures de thésaurisation (100 €, 200 € et 500 €) a fortement augmenté : de 17,6 % à 32 % pour les coupures de 500 €, de 14,2 % à 20,5 % pour celles de 200, et enfin de 47,7 % à 55,6 % pour les coupures de 100 €. Cette forte hausse s'explique par l'augmentation du nombre de retours combinée à une diminution des émissions.

Taux de retour par coupure sur les quatre premiers mois de l'année



Source : Iedom

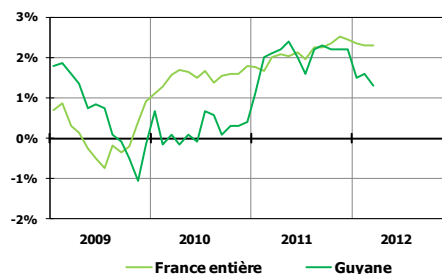
## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation des ménages à fin mars 2012 est en légère hausse de 0,1 % sur le mois. Certains postes progressent (énergie + 0,8 %, alimentation + 0,5 %), mais leur évolution est en partie compensée par une baisse des prix des services (- 0,1 %) et des produits manufacturés (- 0,2 %).

Sur un an, l'indice croît de 1,3 %, tiré essentiellement par la hausse des prix de l'énergie (+ 7,5 %), des services (+ 1,0 % sur un an), et de l'alimentation (+ 1,5 %). En comparaison avec les autres DFA (+ 1,6 % à la Guadeloupe, + 1,5 % à la Martinique), mais supérieure à la Réunion (0,6 %). Elle reste en outre en deçà de celle observée pour la France entière (+ 2,3 %).

Indice des prix à la consommation (en glissement annuel)



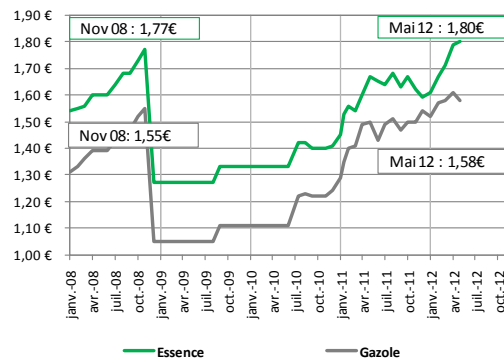
Source : INSEE ; variations sur un an des indices mensuels avec tabac.

### Carburants

L'arrêté préfectoral n°691 du 30 avril 2012 fixe, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2012, le prix de vente au détail des carburants à 1,80 € / litre pour l'essence (+ 1 ct) et 1,58 € / litre pour le gazole (- 3 cts). Le prix de la bouteille de gaz de 12,5 kg passe de 25,44 € à 25,07 € (- 37 cts, soit - 1,5 % sur le mois). Selon les services de l'Etat, ces évolutions s'expliquent par les éléments suivants :

- une légère hausse du dollar par rapport à l'euro ;
- une hausse de la moyenne des cotations de l'essence (+ 2,25 %), liée à la baisse de l'offre pour cause de maintenance de plusieurs raffineries, et ce malgré une baisse du pétrole brut (- 4,8 %) faisant suite à la baisse de la demande de ces raffineries.
- une baisse du gazole (- 2,1 %) liée à une baisse de la demande suite à la fin de la période hivernale.

Prix des carburants



Source : Préfecture

### BTP

Les ventes de ciments au mois d'avril 2012 ont atteint 8 413 tonnes (hors filler et liants), soit une progression de 1,8 %. Le secteur du BTP est bien orienté car soutenu par un carnet de commandes publiques fourni, notamment en matière de logement (constructions sur Macouria, Rémiré, Saint-Laurent-du-Marroni), et par plusieurs gros projets porteurs en 2012 (échangeur de Balata, quai numéro 2 du port de Dégrad-des-Cannes,...).

### Emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (DEFM A) continue de progresser en mars par rapport au mois précédent (+ 0,9 %, contre une variation mensuelle moyenne de + 0,4 % en 2011), et atteint 17 966 demandeurs. Le chômage des jeunes augmente encore (+ 1,1 %), alors que la tendance baissière du chômage de longue durée entamée au début de l'année se poursuit (- 1,2 %). Cependant, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi reste importante : +5,6 % sur un an pour les DEFM A. L'augmentation est tout de même moins forte que sur l'ensemble de la France où est enregistrée une hausse de + 6,3 % sur la même période. Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle Emploi est en hausse de + 8,1 % sur 6 mois glissants (variation sur les 6 derniers mois, par rapport à la même période l'année dernière).

<sup>1</sup> La mise en circulation correspond au prélèvement net, ou encore la quantité de billets émis par l'IEDOM (prélèvements), diminué de la quantité de billets retirés de la circulation (versements).

<sup>2</sup> Le taux de retour (ou de reversement) est le rapport entre le nombre de billets versés aux guichets et le nombre de billets prélevés

## Secteur spatial

L'assemblée générale des actionnaires d'Arianespace s'est tenue le 12 avril dernier à Evry. Au cours de cette réunion, les actionnaires ont salué le succès d'Arianespace, et son carnet de commandes de 4,7 milliards d'euros. Ce montant record est lié au succès d'Ariane 5 et à l'introduction réussie des fusées Soyouz et Vega. Le chiffre d'affaires en 2011 a dépassé le milliard d'euros, pour un résultat de 1,6 millions d'euros. Au cours de cette assemblée, le PDG Jean-Yves Le Gall a été reconduit dans ses fonctions.

## Agroalimentaire

Les comptes de l'abattoir régional ont présenté un bilan financier jugé encourageant, avec des recettes réelles totales de 2,18 M€ en 2011 pour des dépenses réelles de 1,06 M€. L'amélioration du bilan est liée à une diminution des coûts plus qu'à une augmentation des recettes. Sur l'année, les bêtes abattues ont représenté 684 tonnes de viande, soit une diminution de 7,7 % par rapport à 2010, expliquée par une chute de près de 66 % du nombre d'exploitations en élevage porcin. La région souhaite relancer cette filière en 2012.

## Tourisme

Environ 8 000 personnes se sont déplacées pour le salon du tourisme de Matoury en avril, soit moins qu'en 2009 où le nombre de visiteurs avait dépassé les 12 000. A cette occasion, pour sa première année de fonctionnement complet, le point d'information touristique de Cayenne a annoncé ses premières statistiques. Sur 9 036 visiteurs, on dénombre 7 726 métropolitains, 457 brésiliens, 449 antillais 119 américains, 75 surinamiens ou encore 47 hollandais. La répartition durant l'année est fortement variable : de 499 visiteurs pour le mois de janvier à 1 317 durant le pic de fréquentation au mois d'août.

## Transport aérien

Alors que les destinations locales à partir de Cayenne sont en perte de vitesse, le Suriname s'impose un peu plus comme hub régional, avec la réouverture d'une ligne Paramaribo-Georgetown. Cette ligne bihebdomadaire, au départ du Suriname et à destination finale de Miami s'effectue avec un Boeing 737-300s.

## Education

L'Institut national d'études démographiques (INED) a publié une étude portant sur l'insertion professionnelle des jeunes diplômés ultramarins. Cette étude, basée sur les chiffres du recensement Insee de 2007, montre que 29,6 % des jeunes (18 à 34 ans) nés en Guyane sont installés en métropole. Cette migration est plus élevée pour les diplômés du supérieur, qui représentent 48,2 % des effectifs de ces jeunes en métropole. La part des non-diplômés, 15,6 %, est quant à elle beaucoup moins grande. Cette « fuite des cerveaux » est légèrement moins importante que dans les autres DFA, mais beaucoup plus importante qu'à la Réunion où relativement peu de jeunes choisissent d'émigrer vers la métropole (19,2 % des 18-34 ans).

## Secteur aurifère

La société minière Rexma s'est vue accorder 2 M€ pour la réparation de préjudices liés au refus de l'Etat de lui accorder une autorisation d'exploitation (AEX). Le tribunal administratif a jugé que les différents rejets (qui datent des années 2008 et 2009) d'AEX sur la crique Cambrouze étaient illégaux. Ce montant d'indemnités correspond donc aux frais d'études mais aussi aux bénéfices perdus du fait de l'exploitation de l'or de la crique par des orpailleurs clandestins.

## Gestion des déchets

La CCOG a créé la première Société publique locale (SPL) du département, pour ramasser les déchets de Grand-Santi, Papaïchton et Maripasoula. La création d'une SPL permet à la CCOG de diminuer les coûts des opérations de nettoyage grâce à des opérateurs relevant du droit privé.

# ACTUALITES REGIONALES

---

## Diplomatie Suriname

Le Suriname et les Pays-Bas traversent en ce moment une période de tensions diplomatiques après le vote début avril d'une loi d'amnistie favorisant le président Desi Bouterse. La Hollande a suspendu une partie de son aide au développement et cherche à exercer une pression par le biais de l'Union européenne contre cette loi. L'UE a entamé très récemment un dialogue avec le Suriname dans le but de demander certaines justifications. Par ailleurs, si des sanctions étaient prises au niveau européen, ces dernières pourraient gêner la coopération régionale.

## Economie brésilienne

Après une faible croissance en 2011 (2,7 %, contre 7,5 % en 2010), le Brésil annonce un plan de relance pour atteindre une croissance de 4,5 % cette année. D'environ 60 milliards de réals (25 milliards d'euros), ce plan vient en aide à l'industrie via la banque d'investissements nationale, BNDES, qui voit ses fonds de prêts pour le secteur privé augmentés de 45 milliards de réals, mais aussi à travers l'exonération de cotisations sociales en faveur de 15 secteurs de l'économie. Le taux d'intérêt de la banque centrale du Brésil se situe désormais à 9 % depuis le 18 avril (contre 12,5 % en juillet 2011). Cette diminution, permise par la baisse de l'inflation à environ 5 %, va permettre d'augmenter la rentabilité de l'investissement productif par rapport à l'investissement financier.

# SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

	Sur le mois	Indicateurs		Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources			
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX		↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	mars-12	<b>124,7</b>	[0,1%]	[1,3%]	Insee	
			↑	Prix administré du litre d'essence	mai-12	<b>1,80 €</b>	[0,6%]	[7,8%]	Préfecture/Dieccte	
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX			↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	mars-12	<b>17 966</b>	0,9%	6,3%	Dieccte
				↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	févr-12	<b>7 846</b>	1,0%	15,1%	Pôle Emploi
				↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	avr-12	<b>15 786</b>	[1,1%]	[2,4%]	Caf
				↓	Prestations nettes versées (1)	avr-12	<b>7,9 M€</b>	[-3,9%]	[-0,2%]	
	CONSOMMATION			↑	Recettes d'octroi de mer	avr-12	<b>10,8 M€</b>	16,5%	23,1%	Douanes
				↓	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Cumul	<b>43 M€</b>		4,7%	Douanes
				↓		mars-12	<b>12,6 M€</b>	-17,8%	-13,5%	Douanes
				↑		Cumul	<b>33,5 M€</b>		2,6%	Douanes
INVESTISSEMENT			↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	avr-12	<b>322</b>	3,2%	3,9%	Somafi	
			↓		Cumul	<b>1 385</b>		-2,9%	Somafi	
			↑	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	mars-12	<b>25,8 M€</b>	-17,9%	-48,1%	Douanes	
COMMERCE EXTERIEUR			↓		Cumul	<b>92,9 M€</b>		-29,1%	Douanes	
			↓	Ventes de véhicules utilitaires	avr-12	<b>97</b>	25,5%	8,2%	Somafi	
			↓		Cumul	<b>355</b>		-3,9%	Somafi	
			↓	Exportations (3)	mars-12	<b>16,3 M€</b>	-8,0%	37,0%	Douanes	
			↓		Cumul	<b>43,9 M€</b>		23,0%	Douanes	
			↓	Importations (3)	mars-12	<b>105,7 M€</b>	-2,5%	-12,2%	Douanes	
			↓		Cumul	<b>301 M€</b>		-4,1%	Douanes	

INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	Tirs effectués	Cumul à avril. 2012	<b>2 tirs (1 Ariane 5, 1 Vega)</b>	2 tirs à avril. 2011	Arianespace				
		Satellites lancés	Cumul à avril. 2012	<b>3 satellites et 1 ATV</b>	2 satellites et 1 ATV à avril. 2011					
	BTP	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	avr-12	<b>8 414 tonnes</b>	1,8%	26,2%	Ciments guyanais		
	INDUSTRIE			↑		Cumul	<b>30 933 tonnes</b>		9,9%	Ciments guyanais
				↑	Exportations d'or en volume (3)	mars-12	<b>175 kgs</b>	7,5%	147,9%	Douanes
				↓		Cumul	<b>422 kgs</b>		47,8%	Douanes
				↓	Exportations d'or en valeur (3)	mars-12	<b>5,6 M€</b>	-7,9%	99,1%	Douanes
				↓		Cumul	<b>14,9 M€</b>		56,4%	Douanes
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE			↓	Cours de l'once d'or	avr-12	<b>1 649,30 \$</b>	-[1,5%]	[11,9%]	London Bullion Market Assoc./AFD
				↑	Grumes sorties de forêt	déc-11	<b>7 444 m3</b>	125,6%	26,8%	ONF
↑					Cumul	<b>73 739 m3</b>		-6,3%	ONF	
↑				Exportations de crevettes (3)	mars-12	<b>67,3 tonnes</b>	49,9%	-37,3%	Douanes	
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE			↓		Cumul	<b>109,8 tonnes</b>		65,3%	Douanes	
			↓	Exportations de poissons (3)	mars-12	<b>61,5 tonnes</b>	-14,9%	-60,0%	Douanes	
			↓		Cumul	<b>111,2 tonne</b>		-51,7%	Douanes	
TOURISME			↑	Exportations de riz (2)(3)	mars-12	<b>0 tonne</b>	ns.	ns.	Douanes	
			↑		Cumul	<b>0 tonne</b>		ns.	Douanes	
			↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	févr-12	<b>31 154</b>	5,1%	13,1%	CCIRG	
			↑		Cumul	<b>61 750</b>		3,1%	CCIRG	
			↑	Nombre de nuitées	févr-12	<b>28 000</b>	2,7%	17,3%	Insee	
			↑		Cumul	<b>53 000</b>		5,1%	Insee	

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires : les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles; machines diverses; matériels de transport

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	1,00%	date d'effet	14/12/2011	
Taux de la facilité de prêt marginal		1,75%		14/12/2011	
Taux de la facilité de dépôt		0,25%		14/12/2011	
<b>Taux d'intérêt légal</b>					
ANNEE 2012		0,71%	JO du 08/02/12		
ANNEE 2011		0,38%	JO du 03/02/11		
<b>Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)</b>					
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

\* hors prime d'Etat

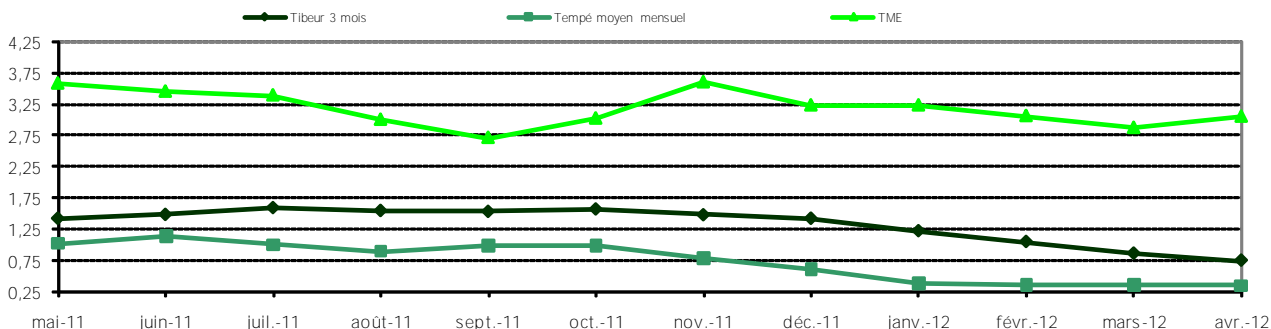
<b>Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)</b>				<b>TIBEUR (Avril 2012)</b>			
Janvier	Février	Mars	Avril	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3877%	0,3662%	0,3587%	0,3475%	0,4090%	0,7460%	1,0420%	1,3710%
<b>Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)</b>				<b>Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)</b>			
Janvier	Février	Mars	Avril	Janvier	Février	Mars	Avril
3,23%	3,06%	2,87%	3,05%	3,43%	3,26%	3,07%	3,25%

Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2012)

<b>Crédits aux particuliers</b>	<b>Seuils de l'usure</b>	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	<b>14,81%</b>
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	<b>10,93%</b>
Prêts à taux fixe	6,32%		
Prêts à taux variable	5,88%		
Prêts-relais	6,48%		
<b>Autres prêts</b>		<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,56%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	<b>8,99%</b>
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,15%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	<b>5,35%</b>
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	15,27%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	<b>6,37%</b>
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,15%	Découverts en compte (1)	<b>13,67%</b>
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	13,27%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	<b>6,49%</b>
		<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
		Découverts en compte (1)	<b>13,67%</b>

( 1 ) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

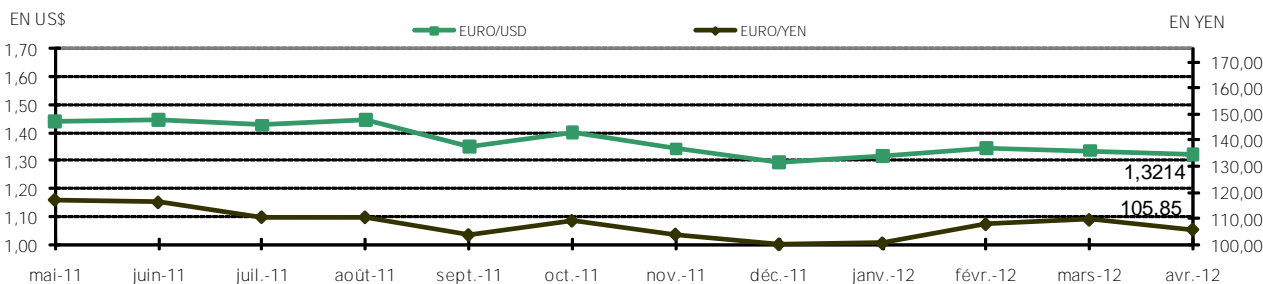
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3214	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,2304	EURO/SRD (Surinam)	4,36010
EURO/JPY (Japon)	105,8500	EURO/BWP (Botswana)	9,66170	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,36490
EURO/CAD (Canada)	1,2985	EURO/SCR (Seychelles)	18,6412	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,4950
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,81290	EURO/MUR (Maurice)	38,3817	EURO/BBD (La Barbade)	2,64240
EURO/SGD (Singapour)	1,6340	EURO/BRL (Brésil)	2,4920	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,46000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,2526	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,67430	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2751,7786	EURO/XCD (Dominique)	3,5672	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	